

# Procès-Verbal du Conseil AGL extraordinaire

---

5 octobre - 14h00 – Landenne

**Conseillers AGL présents :** ANNOYE Hugues, BOUTAHER Elias, CLOSSET Charline, COUTANT Valentin, DEBRUXELLES Maxime, GEELS Ysaline, GEVERS Merlin, GODRIE Adèle, GRÉGOIRE Antoine, JANE-ALUJA Hélène, LECOMTE Valentine, LEDOUX Maryline, LOOS Robin, MALAY Olivier, MEIRLAEN Matthias, PATTERSON Charlotte, PAUWELS Éléonore, PEETERS Christophe, PEETERS Benoît, PEIFFER Anna, PINGOT Louis, PIRSON Laetitia, SAMBA KAITÉ Madeleine, TISSOT Véronique, VAN KEIRSBlick Leïla, VERSTRAETEN Gaëlle, ZAOUK Anaïs

**Membres AGL :** BIHIN Agnès, GLARNER Sarah, JADOT Évelyne, LAGASSE Bénédicte, LAGASSE Elisabeth, LEFÈVRE Marie-Hélène, PEETERS Benjamin, SAUSSEZ Werner

**Procurations :** ANDRY Tiffany (LOOS Robin), BERTRAND David (PEETERS Benoît), CALDERON PEREZ Juan de Jesus (ZAOUK Anaïs), CALLOT Philippe (TISSOT Véronique), CHATELAIN Catherine (ANNOYE Hugues), DECERF Amandine (VERSTRAETEN Gaëlle), DESAGRE Christophe (PINGOT Louis), DRABBÉ Simon (PATTERSON Charlotte), GUÉRARD Martin (GEVERS Merlin), JOB Aurélia (PEIFFER Anna), LAHOUSTE Corentin (GEELS Ysaline), LECONTE Christophe (LEDoux Maryline), LEGAT Benoît (MEIRLAEN Matthias), LESPAGNARD Astrid (GRÉGOIRE Antoine), LÉVY Gabriel (LECOMTE Valentine), MALAY Nathalie (DEBRUXELLES Maxime), MASSIN Tanguy (JANE-ALUJA Hélène), MASSART Nhàn (PIRSON Laetitia), NGUYEN Linh (COUTANT Valentin), OUAHIB Myriam (GODRIE Adèle), PETCU Ioana (SAMBA KAITÉ Madeleine), TEPEBASI Yakolen (VAN KEIRSBlick Leïla), VALENTI Laila (PEETERS Christophe), VAESSEN Thomas (BOUTAHER Elias), VERHAEGHE Hélène (MALAY Olivier)

**Invités :** EUBELÉN Corentin (Unécof), OUAHMED Mourad (Unécof), GUILLET William (FEF)

**Ordre du jour :**

1. Accueil
  2. Approbation de l'ordre du jour
  3. Une ORC, c'est quoi ?
  4. Présentation des deux ORC
    - a. Unécof
      - i. Présentation
      - ii. Questions-réponses
    - b. FEF
      - i. Présentation
      - ii. Questions-réponses
  5. Confrontation des deux ORC
  6. Débat à huis-clos entre les conseillers et vote
    - a. Affiliation ou pas ?
    - b. Quelle ORC ?
  7. Divers
  8. Agenda
- 

**1. Accueil**

Les présidents du conseil s'excusent pour la difficulté de l'organisation. Ils espèrent que l'on pourra en tirer des leçons positives pour le futur. Ils remercient particulièrement Valentin Coutant et Charlotte Patterson pour leur aide dans le contact des conseillers. Ils énoncent les procurations. Le quorum est atteint. Justine Bleeckx a démissionné car elle n'est plus étudiante à l'UCL.

**2. Approbation de l'ordre du jour**

Changement dans l'ODJ : ajout d'une confrontation des deux ORC en point 5.

**3. Une ORC, c'est quoi ?**

Laetitia : Les rôles d'une organisation de représentation communautaire (ORC) ressemblent à ceux de l'AGL, mais à un niveau supérieur. Le décret participation dit que les conseils étudiants (CE) peuvent s'affilier à une ORC. Il faut se positionner chaque année. On peut aussi être indépendants. Le vote d'aujourd'hui conditionne le financement des ORC. Si par exemple le vote est de 51-49, 51 % du financement ira pour la première ORC et 49 pour l'autre.

Christophe : Financement, politique internationale, décret Marcourt,... sont des sujets traités par les ORC. L'AGL est affiliée à la FEF depuis 3 ans et était indépendante avant. Deux ORC existent : la FEF et l'Unécof.

Pour l'instant, une délégation de l'AGL à la FEF est nommée. Si on change d'ORC, la délégation restera en place, mais on élira des nouveaux pour compléter la délégation. Si on va vers l'indépendance, la délégation sera chargée de s'occuper des sujets traités par les ORC.

*\* Les présidents du conseil expliquent la procédure pour la suite du conseil \**

#### **4. Présentation des deux ORC**

- a. Unécof
  - i. Présentation

*\* Corentin Eubelen (président) et Mourad Ouahmed (secrétaire politique) présentent l'Unécof \**

Corentin : L'Unécof a été créée en 1996. Elle représente actuellement 50 000 étudiants, soit 1/3 des étudiants de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). On veut mettre les étudiants au centre. On siège dans beaucoup de commissions. Selon notre philosophie de travail, le CE est souverain dans ce qu'il fait. On le soutient si besoin, mais on ne vient pas y faire la loi.

Mourad : On intervient quand l'actualité le demande et on la prévient (par exemple : numéros INAMI, suppression des cours de langue, etc.). On fournit une aide pour la réalisation des élections. Nous sommes également présents dans les salons SIEP. Nous soutenons les CE quand nécessaire. Nous avons de nouvelles actions :

Un projet international qui développe nos connaissances à propos des autres CE. On va aller au Québec pendant l'année, notamment pour un projet de développement durable.

Nous assurerons également une présence sur 3 festivals : le Verdur Rock, les Ardentes et Dour. On cherche des volontaires si vous vous affiliez à nous.

Corentin : L'année passée, nous avons lancé la campagne Unévox. Nous avons organisé quatre tables rondes. Ensuite, nous avons fait une grande rencontre avec les partis politiques et nous leur avons remis nos revendications. La plupart se retrouvent dans la déclaration de politique communautaire (DPC). Cette année, nous avons lancé la campagne Sherwood, qui concerne les coûts périphériques et le refinancement de l'enseignement supérieur. Nous assurons plusieurs services : formations, conseils juridiques, aide pour les élections, publications sur le rôle des délégués, revue de presse hebdomadaire, UnécofTV (sujets d'information ou sur l'organisation d'une soirée étudiante). Si vous vous affiliez chez nous, l'AGL aura 10 représentants à l'AG (c'est le maximum). La COPA est ouverte à tous, chacun y a une voix, à l'inverse de l'AG. Nous avons également des liens avec le cabinet.

Mourad : Sur LLN, on est présent via Cardijn. On a participé au Welcome Day. On veut aussi relancer la régionale Bruxelles-Brabant Wallon pour travailler main dans la main. Nous avons trois grandes revendications : créer un label kot, introduire un système de bourses proportionnelles et établir une meilleure communication des droits et obligations des étudiants. On peut constater quelques différences entre ORC : pour le financement, nous voulons nous attaquer aux coûts périphériques et un système de bourses proportionnelles. Point de vue accessibilité, nous nous positionnons en faveur d'un test diagnostic en médecine. En ce qui concerne le logement, nous sommes pour une défiscalisation et un label kot. En termes de mobilité, nous revendiquons une carte flexible pour les transports en commun. Enfin, nous sommes favorables à la réouverture de l'enveloppe fermée, tout comme la FEF.

## ii. Questions-réponses

Werner : J'ai beaucoup de questions, je commence par une. Vous avez dit que vous allez lancer un programme international. C'est bien. Mais en Belgique, les amis flamands connaissent une hausse du minerval. Les étudiants se bougent là-dessus. Avez-vous une collaboration avec eux ? Êtes-vous présents aux manifestations ?

Évelyne : Un test diagnostic gratuit et non-contraignant a été introduit en médecine. On sait qu'il y a une inégalité d'accès aux études d'un point de vue socio-économique. Est-ce que le test ne constitue pas une barrière supplémentaire selon vous ?

Elias : L'actualité en médecine est un peu chaude avec la sortie commune des doyens dans la presse sur les numéros INAMI. Deux heures après cette sortie, vous avez sorti un communiqué de presse (CP) commun avec le CIUM et le conseil de la jeunesse. Vous dites dans ce communiqué que la précédente manifestation était organisée par vous trois, alors que l'AGL y était présente. C'est bizarre. J'ai l'impression que vous êtes pieds et poings liés avec le CIUM. Quelle indépendance avez-vous ?

Olivier : Quid de la lettre des doyens ? On était en weekend.

Elias : Les doyens ont sorti une lettre pour dire qu'ils arrêtaient le lissage pour les numéros INAMI et donc 50 % des étudiants n'auront pas leur numéro.

Corentin : Nous n'avons pas de collaboration avec la VVS pour l'instant. Nos prédécesseurs n'ont pas pris en compte que les études ne s'arrêtaient pas à la FWB. Des contacts sont en cours mais rien n'a encore abouti. Concernant la manif de jeudi, on n'y était pas à titre Unécof. Nous les avons soutenus via communiqué de presse, mais la manif a tourné sur des revendications qui n'étaient pas celles de la VVS à la base.

Mourad : Je vais maintenant revenir sur le test en médecine. Aujourd'hui, il existe en effet un test à l'entrée. Et oui, il y a des disparités entre les étudiants des élèves de secondaires. Du coup, certains ne sont pas prêts à entamer des études à la sortie du secondaire. Dans sa forme actuelle, nous ne sommes pas d'accord avec le test. On veut un test pour aiguiller, mais je ne pense pas que le test soit un frein. Le problème doit être réglé avant. L'enseignement secondaire n'est actuellement pas bon. Mais de là à dire que le test constitue un frein, je ne suis pas d'accord. Certains réussissent haut la main alors qu'ils viennent d'écoles artistiques de secondaire « très critiques ». J'en connais un personnellement, qui est d'accord avec moi sur ce point. L'indépendance de l'AGL est totale. Avant de sortir des CP, on prend l'avis des CE. Si on prend l'avis du CIUM, c'est quand même des étudiants de médecine, donc ils savent de quoi ils parlent.

Elias : On peut avoir d'autres avis. Vu que vous n'avez pas de connaissance des étudiants en médecine, vous vous référez au CIUM ?

Mourad : J'ai croisé votre doyen de médecine et il est d'accord avec les revendications du CIUM. Je lui ai dit de privilégier l'avis des ses étudiants.

Hugues : Si l'AGL vient à l'Unécof et qu'il y a des désaccords entre l'AGL de Woluwé et le CIUM, est-ce que vous vous référez à l'avis de l'AGL-Wolu et pas à celui du CIUM ?

Merlin : D'abord deux trois rectificatifs : le test en médecine n'est pas gratuit, mais remboursé s'il est réussi. Sur la manif de jeudi, j'y étais avec pas mal de gens de l'AGL. Merci de nous avoir soutenus par CP. Le message était lancé par la VVS et il n'y a eu aucun problème d'autres messages. Ma question porte sur le logement, et plus particulièrement sur la défiscalisation des kots pour les rendre plus accessible. On a une grosse action logement qui s'annonce à l'UCL (à LLN et Wolu car les kots y sont très chers). Notre analyse : c'est la pénurie qui fait monter les prix. Vu qu'il y a pénurie, les étudiants n'ont pas de pouvoir. Qu'est-ce que vous pensez de cette analyse-là ? Est-ce que vous la soutenez ? Par ailleurs, claquer des doigts et sortir un CP, ce n'est pas possible. Il y a deux ans, il y a eu un souci à Namur qui s'est désaffilié de l'Unécof car il n'y avait que 2 AG par an. Le pouvoir était donc centralisé par le bureau et des CP sortaient « comme ça ». Est-ce que ça a changé ?

Matthias : Concernant la réouverture de l'enveloppe fermée et le financement général des universités, Marcourt ouvrirait la possibilité d'un financement privé des unifs avec critères éthiques il y a trois semaines. Moi ça me pose beaucoup de questions. Comment est-ce que vous vous positionnez ?

Kaïté : Merci pour votre présentation. C'est bien de vouloir remettre l'étudiant au centre. Est-ce que vous pouvez développer votre campagne Sherwood ?

Corentin : Vers quel avis on se tournera-t-on pour les questions de médecine ? On défendra nos étudiants donc l'AGL de Woluwé passera devant le CIUM. Pour la forme et le message de la manifestation de la VVS, le Comac a fait une action peu reluisante devant le cabinet Flahaut.

Maxime : Vous avez anticipé une action surprise alors ?

Corentin : Quand on voit qui est présent dans la manifestation, on peut s'y attendre.

Mourad : Il n'y avait pas une multiplicité des représentations politiques.

La défiscalisation ne sera pas suffisante pour les kots. On doit éviter des financements privés. Le savoir doit rester public. Il existe des investissements privés qui sont intéressants. À Mons par exemple, un complexe de logements privés est mis à disposition du CASE. Ce sont les mêmes prix qu'ailleurs et la qualité est meilleure. C'est un partenariat public-privé qui fonctionne très bien. On en attend d'ailleurs deux autres.

Corentin : En ce qui concerne la campagne Sherwood, on prévoit une action par mois qui toucherait le financement, les kots (on est conscient de la pénurie), les supports de cours. C'est évolutif avec l'actualité.

Mourad : On va faire des actions choc aussi, mais je ne peux pas développer plus. Nous comptons nous plonger sur le refinancement. Il faudrait 100 millions pour les universités pour régler le problème. Du coup ça ferait encore beaucoup plus si on tient également compte de l'enseignement supérieur non-universitaire. Sur la communication, nous sommes séparés d'une personne qui travaillait pour nous depuis 4 ans et qui ne faisait pas un bon boulot. On a un numéro de contact direct.

b. FEF  
i. Présentation

*\* William Guillet (trésorier) présente la FEF \**

La FEF est un espace de débat et de rencontres entre les CE. Nous organisons un suivi régulier de chaque CE par un membre de l'exécutif. Des gens sont là pour répondre à vos questions et vous soutenir. Nous organisons une série de formations. Les formations s'adaptent en fonction de vos demandes. Cinq personnes travaillent à la FEF et sont à votre disposition. En plus des cinq permanents, une équipe juridique est disponible pour les étudiants, quelles que soient les démarches. Nous fournissons une revue de presse quotidienne, qui est envoyée aux étudiants affiliés. Nous avons une voix médiatique forte, d'ailleurs Corinne a été souvent dans les médias ces derniers jours. Nous nous voulons « caisse de résonance » des revendications des étudiants. Nous organisons également des formations pour des associations connexes (ex : Infor Jeunes). Nous avons édité plus des 100 fiches info pour aider les CE et les étudiants sur des thématiques très particulières. Trois chiffres clés : 25 CE affiliés, 120 000 étudiants, premier syndicat étudiant en CF. Nous organisons des rencontres locales avec les étudiants le plus souvent possible. Point de vue structures :

- Réunions de régionale toutes les deux semaines au niveau local pour faire remonter des problèmes locaux.
- Conseil fédéral (CF) : une fois par mois, c'est l'assemblée. Elle donne les grandes orientations.
- Le bureau est élu annuellement et se réunit une fois par semaine.
- Le comex les soutient, une fois toutes les deux semaines.

Un conseil fédéral s'organise en weekend. Le samedi est destiné aux réunions et le dimanche aux formations. Nous organisons aussi une université d'été début du mois d'août. Nous y convions plusieurs invités externes, dont quelques pointures. Nous avons donc plusieurs manières de faire des formations. En ce qui concerne les contacts individuels, nous organisons des rencontres particulières, de l'aide administrative, nous fournissons des outils (fiche infos et guides pour vous aider). La Juriteam est constituée d'étudiants jobistes. Les régionales sont là pour développer une dynamique dans les villes. Louvain-la-Neuve a ses particularités. Rencontres, discussions, points d'actu, formation et mise sur pied des campagnes. On organise des campagnes sur base des bilans des années passées. Cette année, noter campagne porte sur la défense des droits étudiants. On se mobilise aussi avec la VVS. On travaille également avec ESU (c'est-à-dire la représentation étudiante au niveau européen). Nous avons une présence importante dans la presse : interviews, CP, conférences de presse. Récemment, ça a encore porté ses fruits sur les crédits anticipés en BAC1 (sortie de presse organisée avec l'AGL notamment). Niveau communication, le site internet va être refait et le journal va être relancé. On est présents dans de nombreux mandats. On travaille sur de nombreux dossiers. On a fait un mémorandum pour les élections, avec le conseil fédéral.

ii. Questions-Réponses

Hugues : L'Unécof a donné quelques points dans sa présentation de différenciation avec la FEF. Est-il possible de le faire aussi ?

Marilyne : On ne t'a pas entendu sur le fond des revendications. C'est important. L'année passée, j'étais au CF et j'étais déçue car je n'ai pas retrouvé la machine de guerre à laquelle je m'attendais. Il n'y a pas de suivis dans les groupes de travail, on nous dit « qu'il faut garder du temps pour les manifs ». Pour le mémorandum, beaucoup de points y étaient inscrits, mais on ne pouvait pas en débattre en CF car c'était déjà fixé. Où est la

démocratie ? Les débats sont importants, mais il faut que les CE puissent donner leur avis. Par ailleurs quel est le coût pour l'affiliation internationale (ESU) ?

Merlin : J'étais au CF l'année passée et je trouve que la FEF a beaucoup avancé sur certains dossiers. Par ailleurs, où en est le suivi du décret Marcourt ? Est-ce que vous allez communiquer vers les étudiants ? Un étudiant qui n'a plus 27 crédits de cours n'a plus le statut d'étudiant et donc plus de financement. Est-ce qu'il y a un groupe qui va communiquer là-dessus ?

William : Il y a probablement beaucoup de différences avec l'Unécof. Sur papier et en quelques minutes, c'est difficile à faire apparaître. Sur le terrain, on peut se vanter d'avoir eu des acquis : le gel du minerval, les syllabus gratuits pour les boursiers, le minerval gratuit pour les boursiers, etc. Ce sont des acquis qu'on a eus. Depuis deux ans, on se bat pour un refinancement. Dans la récente déclaration de politique communautaire (DPC), il y a des fonds débloqués pour l'enseignement supérieur. Corinne est aussi invitée au conseil des recteurs (CREF) pour parler du refinancement. Il y a une reconnaissance très forte en FWB de la FEF. Nous avons beaucoup de collaborations avec la VVS. Ils ont d'ailleurs appelé la FEF pour les aider pour la manifestation de cette semaine. Je ne connais pas bien les positions politiques de l'Unécof. À la FEF, ce sont des notes écrites votées et développées en CF.

Si on se bouge, il y a moyen de gagner des choses pour les étudiants. Il nous semble important de bien informer les étudiants sur ces acquis. Tout n'est pas appliqué de la même manière partout. La campagne « Débloquons l'accès » concerne la réduction du coût des études et l'accès à l'enseignement supérieur. Nous voulons réduire les barrières à l'accès, notamment sur le logement. Nous voulons un service public d'orientation des étudiants.

Concernant le fait que le CF n'est pas une machine de guerre, il est vrai que certains GT avancent plus vite que d'autres. L'année passée, nous avons malgré tout voté une nouvelle note sur le financement de l'enseignement supérieur. Elle provient d'un GT. Certains GT aboutissent donc ! Le GT sur les inégalités dans le secondaire avance bien aussi. Nous partons d'un constat d'un enseignement secondaire très inégalitaire. Nous travaillons sur la formation initiale des étudiants. Pour le mémorandum, la question que nous nous sommes posée est la suivante : « quelles positions de la FEF veut-on mettre en avant pour les élections ? ». La définition des positions doit venir avant. Elle est d'ailleurs permanente. Tous les conseillers peuvent mettre un point à l'ODJ du CF. Aucune position n'est figée.

Les frais liés à ESU concernent l'affiliation et éventuellement les voyages que l'on fait. La cotisation équivaut à quelques centaines d'euros. Pour les deux mandataires à ESU, les voyages nous coutent également quelques centaines d'euro. Pour la première personne, 80 % des couts sont remboursés par ESU. Ca ne représente donc pas un très gros budget. On ne va par ailleurs pas à tous les rassemblements.

Notre objectif est d'informer les étudiants, y compris sur les sujets d'actualité. Dans l'équipe, Corinne est responsable de suivre l'application du décret Marcourt. Mais on veut faire ce travail avec les CE. Par exemple, il y a beaucoup de problèmes pour l'application des dispenses dans certaines écoles cette année. On agit du coup sur la question en fonction de la situation et de la demande des étudiants.

Valentin : On est très inquiets à propos de la lettre ouverte des doyens de médecine. On pense qu'il va falloir à un moment ou l'autre limiter l'accès aux études. Est-ce que vous êtes prêts à changer la position de la FEF ?

William : Ce n'est pas moi qui peut dire si on peut changer la position ou non, c'est le CF qui peut le faire. Maintenant, par le passé, on a réussi à faire augmenter les quottas sans mettre de limitations à l'entrée. On va devoir se bouger là-dessus dans tous les cas.



## 5. Confrontation des deux ORC

Hugues : Selon moi, le législatif constitue l'organe fondamental. J'aimerais avoir votre vision sur ce point. Quel est le nombre de réunions par rapport à la fréquence des réunions des exécutifs ?

Werner : L'AGL et la société civile se sont bougés sur le TTIP. Quel est votre positionnement ? Sur le décret paysage, qu'est-ce que vous avez fait concernant sa rédaction, son adoption et son application ? Par ailleurs, dire qu'on ne travaille pas sur les dossiers à la FEF, c'est faux et insultant. J'ai passé énormément de temps avec Tanguy sur le décret paysage.

Corentin : Il y a 3 AG par an. On n'en organise pas plus car l'AG parle de ce qui est structurel. Pour ce qui est prise de position, c'est le COPA. Je n'y ai pas le droit de vote. Il y a au moins un COPA par mois, parfois plus. On organise également des GT quand c'est nécessaire. Tous les membres des CE affiliés sont bienvenus au COPA. Il n'y a pas de quorum.

William : Il y a un CF par mois, parfois plus. Des procédures d'urgences existent pour faire des CF extraordinaires. C'est très clair dans les statuts. Sont présents au CF les conseillers, le bureau et le comex (ces deux derniers n'ayant pas le droit de vote). Le quorum de présence varie en fonction des points. On s'efforce de maximiser le nombre de présents. À chaque CF, on explique toute l'actualité du bureau du mois passé. Pour nous, le CF est le cœur de la FEF.

William : On essaye d'être actifs sur le TTIP. Au début, on a été aux plateformes qui en parlent. La FEF s'engage maintenant dans l'alliance D19-20 (au côté de la CNE et la CSC notamment). On essaye d'avoir des contacts avec « Acteurs des temps présents » (plutôt marqué FGTB). Cela a été décidé en CF. Le 17 novembre, on veut faire une action militante pour la journée de l'étudiant. C'est vrai pour le TTIP et pour plein d'autres sujets d'actualité. Pour le décret paysage, on a créé un GT au sein de la FEF, on a diffusé les documents dans les CE. On a fait un long travail de vulgarisation et d'analyse. On a fait une analyse des logiques qui poussent à faire un décret de la sorte. Au final, on a voté un manifeste par rapport au décret. Le 28 mars, on a fait une mobilisation par rapport au décret.

Corentin : L'unécof n'a pas de position sur le TTIP. On estime que ce n'est pas notre rôle de décider pour les CE. On fait un débat le 19 novembre pour nos CE avec des intervenants pro- et anti-TTIP.

Mourad : Pour le décret paysage, on a aussi créé un GT pour l'analyser. On a défendu nos positions, pour laisser le décret le plus libre aux étudiants. Maintenant, il y a du pour et du contre dans ce décret. Il y a encore un suivi aujourd'hui pour corriger quelques petits points.

Merlin : J'entends qu'il y a une mise en place d'une locale/régionale de chaque côté. Y a-t-il une volonté de travailler en commun ? Sur l'alternance, l'AGL s'est positionnée contre. Quelle est votre position ?

Valentin : Est-ce que vous travaillez parfois ensemble ? Sur les numéros INAMI, par quels moyens vous pourriez collaborer avec nous ?

William : Dans les régionales et pôles, on a réparti les sièges d'un commun accord. Les régionales au sein de la FEF existent depuis plusieurs années et elles sont ouvertes à tous, étudiants et CE, affiliés ou non. Tout le monde est le bienvenu. Les régionales sont dans les statuts.

Corentin : Ca arrive qu'on travaille ensemble. Pour les locales, on peut travailler avec celles de la FEF si on est tous les deux d'accord de travailler de manière constructive.

Mourad : Pour le Hainaut, on a créé fin de l'année dernière le CCEPH avec UMONS, HELHa, UCL-Mons, Condorcet. Son rôle est de préparer les réunions du pôle hennuyer. On retire nos casquettes et on essaye de dégager des positions communes.

Mourad : Pour les numéros INAMI, nous avons une position commune avec le CJ et le CIUM. Elle est sortie dans un CP ce weekend. C'est inacceptable qu'un étudiant qui a commencé médecine ne puisse pas avoir un numéro INAMI. Sur la forme, je vois souvent les étudiants et le doyen. On débat sur la question. C'est un problème de société et pas juste de médecine.

William : On a travaillé avec tous les acteurs sur l'INAMI, on a fait de la mobilisation. Je travaille notamment avec l'ULB. En fonction de la situation, on peut faire d'autres actions : conférences, mobilisation, etc. Par le passé, on a gagné des acquis.

Kaité : Est-il important que l'AGL s'affilie chez vous ? Si oui/non, pourquoi ?

Corentin : On n'a pas de position sur l'alternance car aucun CE affilié chez nous n'est dans le cas pour l'instant. Pourquoi l'AGL doit d'affilier chez nous ? Parce que c'est bien. Nous représentons 50000 étudiants, du coup nous sommes assez réactifs. Dans l'heure, nous pouvons être chez vous, travailler avec vous. Nous sommes gentils donc nous aimerions bien que vous veniez chez nous.

Mourad : Nous pouvons mettre des structures d'accompagnement en place rapidement. Nous n'avons pas de politique d'ingérence, mais nous proposerons de participer à des plateformes.

William : Pour l'alternance, nous avons une note qui dénonce toutes les dérives. Nous travaillons en commun de temps en temps. Pourquoi est-ce que c'est bien pour la FEF que l'AGL y soit : nous serons plus fort, avec un maximum de résonance. Pourquoi c'est bien pour l'AGL d'être à la FEF : je vous réfère à ma présentation. Nous sommes carrément présents sur LLN.

## **6. Débat à huis-clos entre les conseillers et vote**

### **a. Affiliation ou pas ?**

Olivier : C'est primordial qu'on s'affilie. C'est suicidaire si on n'as pas de représentation, vu les coupes qui vont arriver.

Valentin : Est-ce qu'on ne peut pas le faire nous-mêmes ?

Merlin : On sait faire certaines choses nous-mêmes, mais si le ministre ne veut pas nous recevoir en concertation, il ne le fera pas. En plus, on n'agira pas seuls, on est plus forts ensemble.

**Vote sur une affiliation : 48 pour | 3 contre | 1 abstention**

b. Quelle ORC ?

Merlin : Il y a du positif d'un côté comme de l'autre. J'ai un problème de démocratie avec l'Unécof. Ils ont changé de position sur le logement en pleine contradictoire. Il y a un entrisme de ce côté. Il y a des chouettes projets des deux côtés, mais un problème démocratique à l'Unécof.

Ysaline : Même idée que Merlin. La force de frappe l'Unécof n'est pas à la cheville de la FEF alors que l'aspect médiatique est très fort, surtout avec Marcourt. Il est important d'avoir un impact fort dans les médias et Corinne est toujours dans les médias nationaux.

Maxime : Je voudrais insister sur deux autres aspects. L'Unécof a dit que le CE est souverain et l'ORC n'a pas à décider. Mais la FEF c'est l'AGL, on est tous unis. La vision de l'Unécof devrait être la vision commune.

Hugues : L'Unécof ne va pas décider à la place de l'AGL. Je ne l'ai pas compris comme Maxime.

Maxime : J'espère. Sur l'alternance, l'Unécof dit ne pas y être confrontée et donc ne pas prendre de position. Le job d'une ORC, c'est d'anticiper et d'être proactifs, pas juste de réagir quand la question se pose.

Olivier : Il y a deux représentants de l'Unécof au cabinet du ministre. J'y étais également et sur l'alternance, ils ont voté pour alors qu'ils disent ne pas avoir de position. L'AGL est très très présente à la FEF. Elle a amené énormément de positions à la FEF. La FEF est un canalisateur des positions de l'AGL. Ce serait dangereux de s'en priver. Si on s'affilie à la FEF ou à l'Unécof, il faut mettre tous ses œufs dans le même panier. Si l'Unécof a 20 % des voix aujourd'hui, elle aura 20 % du financement alors que ça ne touchera pas les étudiants de l'UCL. Il ne faut pas se disperser.

Marilyne : Concernant les prises de positions de la FEF, le travail sur le décret Marcourt était important. Il n'y avait cependant pas de suivi dans les deux GT où j'étais présente. À la FEF, on balaye certaines choses primordiales au prix d'autres débats. Je suis d'accord avec Ysaline, la communication de l'Unécof n'est pas à la hauteur de celle de la FEF. Mais est-ce qu'il faut choisir une ORC qui est dans les médias ou une ORC crédible au près des interlocuteurs ? Je ne suis pas d'accord avec Olivier Malay. Ça va dans les deux sens. L'AGL a un budget conséquent, il faut en prendre compte.

Hugues : Je suis d'accord avec tout ce qui a été dit. Mais Olivier, il y a des gens qui ont moins d'habitude ici, ils ne doivent pas se sentir obligés de voter pour la FEF. Votez selon ce que vous pensez. Ce n'est pas parce que Merlin ou Olivier sont pour la FEF que le vote est imposé (Merlin parce qu'ils parlent tout le temps).

Robin : D'où vient la règle ? Elle devrait être remise en question... J'ai un avis très controversé sur les ORC. On n'est pas toujours obligés d'avoir un porte-parole, on peut aller nous-mêmes dans les médias aussi.

**Vote sur l'ORC : 37 FEF | 9 Unécof | 6 abstention**

## 7. Divers

### a. Agenda

*\* Les prochains événements de l'AGL sont présentés. Prochain conseil de jeudi au SUD 1\**

[Fin du Conseil à 17h15]